ENTRETIEN AVEC ALAIN DE BENOIST
SUR L'ACTUALITE

En 1989, après la chute du Mur de Berlin, vous déclariez que le système capitaliste se retrouvait face à lui-même et allait pouvoir être jugé pour ce qu'il est. Les événements récents du 11 septembre n'ont-ils pas été la bonne occasion de réanimer cette bipolarité perdue en désignant un nouveau mal absolu ?

Tout système cherche à faire oublier ses propres tares en dénonçant celles des autres. Hannah Arendt avait aussi remarqué que le propre des systèmes totalitaires est de désigner un ennemi en le représentant comme l'incarnation du mal absolu. Depuis l'effondrement de l'appareil soviétique, il est clair que l'Occident libéral avait besoin d'un nouvel « empire du mal » pour se justifier. L'idée générale est que l'adversaire du mal absolu ne peut qu'être absolument bon. La façon dont le président George W. Bush, au lendemain des attentats de New York et Washington, s'est empressé de diviser le monde en deux camps (« quiconque n'est pas avec nous est contre nous ») est à cet égard révélateur. Le parallélisme entre l'appel à la *djihad* et la rhétorique de la « croisade » l'est tout autant. Cela dit, le péril que représente la montée d'un hyperterrorisme global n'enlève rien aux défauts du système capitaliste libéral, et n'empêche évidemment pas de l'analyser pour ce qu'il est.

Certains voient dans les attentats de New York le prélude au « choc des civilisations » annoncé par Samuel Huntington. Qu'en pensez-vous ?

Le « choc des civilisations » est une formule simple qui séduit les esprits simples. Ils y projettent leurs fantasmes et leurs désirs inavoués. Samuel Huntington avait eu le mérite, en 1996, à une époque où son compatriote Francis Fukuyama croyait pouvoir annoncer la « fin de l'histoire », de rappeler l'existence d'aires civilisationnelles distinctes dont on ne saurait faire abstraction. Il a eu le tort de traiter ces cultures comme des entités homogènes, susceptibles de se transformer subitement en acteurs des relations internationales. Les « chocs » culturels ont toujours existé. De là à dresser des scénarios apocalyptiques, il y a une marge.

Il faudrait d'ailleurs commencer par s'interroger sur le sens du mot « civilisation ».

La civilisation occidentale n'est plus aujourd'hui qu'un indice économique : elle désigne toutes les sociétés développées où règnent la loi du marché et la logique de la marchandise. Cette civilisation s'estime spontanément supérieure et « universelle », c'est-à-dire vouée à se substituer aux autres cultures de l'humanité, jugées rétrogrades et archaïques. Il ne fait pas de doute que, par le biais de ce thème du « choc des civilisations », le système capitaliste libéral tend à se donner une légitimité nouvelle, à faire oublier les malheurs qu'il engendre et à désarmer les critiques dont il fait l'objet. L'objectif est d'amener tout un chacun à faire bloc autour d'un système où la fortune de moins de 300 individus est égale au revenu cumulé de deux milliards et demi d'êtres humains, un monde de divertissement programmé, mais où chacun doit apprendre à se défier d'autrui au nom d'une logique concurrentielle exacerbée. Tous les Ben Laden de la planète tombent à pic pour justifier une telle entreprise. Les naïfs s'associeront à cette démarche, qui n'agite la menace du fondamentalisme islamique que pour justifier l'intégrisme du profit, dont le mot d'ordre reste plus que jamais : *In Go(l)d we trust*. Il serait plus sage de constater que la cause principale d'un éventuel « choc des civilisations » reste l'extension planétaire d'un système occidental qui tend à réaliser partout la suppression des identités collectives et l'uniformisation.

Depuis quelques années, vous annoncez la fin de la modernité et l'avènement d'une post-modernité. Quels sont les indices qui vous permettent de l'affirmer ?

Le thème de la fin de la modernité n'est pas très original. Tout montre qu'un cycle s'achève, et que nous entrons dans un monde nouveau. La modernité, c'était l'Etat-nation, la production industrielle, la mobilisation des masses, le temps des révolutions. Trop grand pour répondre aux attentes quotidiennes des citoyens, mais trop petit pour faire face aux défis de la globalisation, l'Etat-nation voit sa marge de manœuvre s'amenuiser tous les jours. Les règles de l'échange des biens et services ne sont plus celles de l'économie énergétique. Pour la première fois, les humains traitent la matière et les objets qu'ils fabriquent par l'intermédiaire de codes et de signaux, engendrant ainsi une économie de plus en plus immatérielle, servie par des technologies qui bouleversent les notions classiques de l'espace et du temps. L'informatique permet de produire avec toujours moins de travail et de temps, laissant entrevoir une mutation complète du salariat. L'abstention et le retrait vis-à-vis des institutions surplombantes remplacent la mobilisation au sein des partis : la société est désormais moins menacée d'explosion que d'implosion. Loin de l'individualisme pur comme de la socialisation étatique, le lien social se recompose autour des communautés et des réseaux. L'heure n'est pas tant aux révolutionnaires qu'aux dissidents et aux rebelles. On pourrait poursuivre longtemps cette énumération…

Vous affichez une certaine fascination, du moins un grand intérêt vis-à-vis des biotechnologies. N'est-ce pas en contradiction avec vos positions proches des écologistes intégraux ?

Je n'ai jamais confondu l'écologisme avec l'obscurantisme. L'essor des

biotechnologies, qui n'en est encore qu'à son début, ouvre des perspectives immenses, dans lesquelles il peut y avoir le meilleur et le pire. Le problème est que l'homme est désormais en retard par rapport à ses nouveaux pouvoirs, comme en témoignent l'agitation risible des comités d'éthique et des politiciens autour de chaque avancée supplémentaire de la science. Quand l'homme est en passe de pouvoir se modifier lui-même, l'« humanisme » n'est plus une réponse ! Un autre problème, bien réel, est le télescopage de la technoscience et de la logique du marché. Les biotechnologies peuvent aussi bien déboucher sur une meilleure connaissance de nous-mêmes, sur une eugénique populaire librement désirée, sur de nouvelles possibilités thérapeutiques, que sur une forme inédite de réification de la vie, de marchandisation des rapports sociaux. Ce qui est sûr, c'est que la biologie moléculaire et les neurosciences sont appelées à transformer notre vie quotidienne. Toute la question est de savoir dans quelle visée s'inscriront ces transformations.

Quel est votre position vis-à-vis des mouvements antimondialistes de gauche et que vous inspirent les solutions qu'ils proposent ?

J'ai pour eux une grande sympathie de principe, tout en estimant leur discours souvent confus et leurs moyens parfois contestables. Certains de leurs adhérents critiquent la libre circulation des capitaux tout en encourageant celle des personnes, ce qui revient à dire qu'ils ne croient pas au rôle de la « main invisible » sur le plan économique, mais persistent à y croire sur le plan démographique ou humain. D'autres adhéraient encore hier à un internationalisme dont ils découvrent que la logique du capital est un vecteur beaucoup plus sûr que le socialisme. Il n'est pas interdit de les aider à prendre conscience de leurs contradictions.

L'éclatement de la droite nationale n'a pas, quant à lui, occasionné de nouveaux positionnements politiques. Selon vous, comment faut-il analyser cet immobilisme intellectuel qui conduit souvent les partisans de l'« identité » à défendre les idées de leurs adversaires. Que vous inspire la vie politique française en général ?

Comment s'étonner de l'immobilisme, intellectuel ou autre, d'une famille politique dont l'immobilisme est la raison d'être ? Je vois mal ce que l'on pourrait attendre d'une famille politique qui, depuis un siècle au moins, n'a cessé de cultiver une mentalité obsidionale et réactionnaire, d'avancer les yeux fixés sur le rétroviseur et de livrer des combats toujours perdus d'avance (le dernier en date étant la mobilisation contre l'euro à quelques semaines de son entrée en vigueur !). La droite nationale n'est même plus capable aujourd'hui de dire quel type d'institutions ou de système politique a sa préférence. La vraie vie est ailleurs !

Les partisans de l'identité ont bien raison de penser que cette notion est appelée à prendre de plus en plus d'importance. Il leur reste seulement à dire quel contenu précis ils comptent lui donner, faute de quoi l'« identité » ne restera qu'un mot-fétiche ou un slogan. L'identité n'est pas une essence, mais une substance. Elle n'est pas ce qui ne change jamais, mais ce qui nous permet de rester nous-mêmes

en changeant tout le temps. Elle est enfin un mode de construction de soi qui implique un rapport dialogique à autrui. Ce n'est donc pas une notion si simple qu'il y paraît. La vie politique française, quant à elle, m'inspire surtout de l'ennui. Montherlant disait déjà : « Le plan social ne satisfait pas l'esprit ».

Que pensez-vous du processus de Matignon concernant l'autonomie de la Corse ?

Je suis favorable à tout ce qui permet de donner aux collectivités et aux régions plus d'autonomie, c'est-à-dire plus de possibilité de décider par elles-mêmes des affaires qui les concernent. Je suis hostile à toute forme politique où l'autorité vient exclusivement d'en haut. La vie politique doit être à mon avis entièrement repensée à partir de la base, selon le principe de subsidiarité. Cela veut dire : plus de vie associative, plus de démocrative directe, plus de participation de tous à la vie publique. Il est bien de parler au nom du peuple, il est encore mieux de créer les conditions qui lui permettent de prendre lui-même la parole.

Chevènement semble avoir le vent en poupe dans les sondages. Quel est votre avis sur ce phénomène ?

L'ancien ministre de l'Intérieur est un homme de conviction, fait relativement rare au sein de la classe politique, et c'est également un homme courageux. A ceux qu'inquiètent certaines évolutions actuelles il offre un discours « républicain » qui a quelque chose de rassurant. Son jacobinisme et son hostilité au fédéralisme européen m'éloignent cependant radicalement de ses positions. Sa conception « bodinienne » de la souveraineté, partagée par tous les souverainistes de droite et de gauche, est à l'exact opposé du schéma politique auquel j'adhère. Calquée sur le modèle de l'individu autosuffisant, source historique de la centralisation (tant pré-révolutionnaire que jacobine), sa mise en œuvre ne peut qu'aboutir à renforcer les emprises transnationales actuelles. Comme tous les souverainistes, Chevènement n'a pas compris que le monde a changé.

La polémique, essentiellement américaine, entre les libertariens et les communautariens a été complètement occultée en France. Comment expliquez-vous ce silence et pouvez-vous nous dnner un bref aperçu sur ce débat ?

Les théories communautariennes ont d'abord constitué une réponse à John Rawls qui, dans sa célèbre *Théorie de la justice*, s'était efforcé de fonder à nouveaux frais la doctrine sociale-démocrate. Il s'agissait à l'origine d'une discussion sur la priorité du juste ou du bien, discussion qu'on peut trouver fort abstraite, mais dont les conséquences politiques sont immédiates. Contre la conception libérale de la société, qui estime que l'Etat doit rester neutre sur les valeurs (la « vie bonne » selon Aristote), les théoriciens communautariens affirment que l'homme est toujours antérieur à ses fins, qu'il est en partie au moins constitué par sa ou ses communautés d'appartenance, et qu'une société qui n'en tient pas compte est vouée à se désagréger. Plusieurs centaines d'ouvrages ont été publiés à ce jour dans le cadre de ce vaste et passionnant débat. A de rares exceptions près, la

France s’en est plus ou moins tenue à l’écart. La paresse intellectuelle et l’inculture s’ajoutant aux diktats de la pensée unique, certains ont réduit les thèses communautariennes à un « communautarisme » rebâti de toutes pièces, ou encore à des polémiques ayant trait à l’immigration. Il suffit de lire Alasdair McIntyre ou Michael Sandel pour constater qu’il s’agit de bien autre chose.

Dans vos jeunes années, vous vous êtes intéressé aux mouvements d’extrême gauche et plus particulièrement aux organisations trotskystes. Que pensez-vous de leur importance électorale et syndicale (SUD, Arlette, FO, les Motivés...) aujourd’hui ?

La conversion du parti socialiste à la logique du marché et la sociale-démocratisation du PC ont tout naturellement ouvert à gauche un espace que les derniers « révolutionnaires » s’efforcent d’occuper. Les anciens militants de Mai 68 ont d’autre part investi en force le monde de la politique et des médias. Qu’on trouve parmi eux d’anciens trotskystes n’a rien d’étonnant. Toute la question est de savoir dans quelle mesure leur passé nous informe sur ce qu’ils sont devenus. Marx disait très justement qu’on n’a pas le droit de réduire un homme à un moment donné de son histoire. C’est aussi mon avis — d’autant que je n’aime pas les procès d’intention. Stéphane Courtois, le maître d’œuvre du *Livre noir du communisme*, est après tout lui aussi un ancien militant d’extrême gauche ! C’est dire que je m’intéresse plus à ce que les gens pensent aujourd’hui qu’à ce qu’ils ont pu être autrefois.

L’immense majorité des anciens soixante-huitards sont des hommes qui ont abandonné ou trahi leurs idéaux, soit parce qu’ils ne croyaient plus à la possibilité d’une alternative au système actuel, soit par simple opportunisme. De leurs engagements passés, il reste des réseaux d’amitié, certaines références culturelles, un « antifascisme » résiduel obsolète, bref ce que Edwy Plenel, orfèvre en la matière, appelle un « état d’esprit ». Le trotskysme en tant que tel ne me paraît pas promis à un grand avenir, et la thèse selon laquelle Lionel Jospin est « toujours trotskyste » est à mon avis ridicule. Il m’arrive en revanche d’imaginer l’amertume des militants d’Action directe aujourd’hui en prison quand ils ont vu l’ancienne maoïste Marylise Lebranchu devenir Garde des Sceaux…

Pour finir, dans votre livre « Dernière année », on découvre un Alain de Benoist hanté par la mort. A un moment, vous écrivant qu’il y a pourtant pire que la mort. A quoi pensez-vous plus précisément ?

Nous vivons dans une société qui juge que rien n’est pire que la mort. Cette idée est tout à fait nouvelle. Dans le passé, les Européens ont toujours estimé que bien des choses étaient pire que la mort, le déshonneur ou l’esclavage par exemple, ou bien encore tout ce qui dégrade l’image que nous nous faisons de nous-mêmes. Une telle idée reste heureusement présente dans la plupart des sociétés du Tiers-monde. Quant à moi, je n’ai nullement la hantise de la mort. Si elle demeure pour moi une pensée toujours présente, c’est seulement parce que je crois que seule la

claire conscience de notre finitude donne un sens à notre existence. L'homme est le seul être qui se sache voué à la mort. Autour de cette pensée, tout le reste s'ordonne.

(*Jeune Résistance*, décembre 2001)